



Panorama de la Polynésie française

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Capitale	Papeete
Superficie	3 251 km ²
Situation géographique	Pacifique sud, Auckland à 4 100km, Honolulu à 4 400km, Paris à 15 800 km
Langues parlées	Français + Langues vernaculaires ⁽¹⁾
Monnaie	Franc Pacifique – F CFP - (code ISO 4217 : XPF) 1 000 CFP = 8,38 €
Statut	Collectivité d'outre-mer rattachée à la France
Rang mondial IDH (2010)	75
Représentation nationale	3 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique social et environnemental
Représentation de l'État	Haut-commissaire de la République

(1) Tahitien, paumotu, marquisien, mangarévien, rurutu, raivavae, rapa

Repères historiques

Le peuple polynésien s'est installé par vagues migratoires de 300 après J.C. à la fin du XIV^e siècle. Les Européens, pour leur part, ont atteint la Polynésie française dès 1521 (Magellan) pour s'installer après l'arrivée du capitaine Wallis (1767). Dès le début du XIX^e siècle, la dynastie des Pomare, famille originaire des Tuamotu, étendit son pouvoir sur l'ensemble du territoire et son dernier représentant, Pomare V, céda à la France sa souveraineté sur toutes les îles dépendant de la couronne de Tahiti en 1880.

En 1957, les Établissements Français d'Océanie (EFO) devinrent « Polynésie française » et le rattachement à la France fut confirmé par référendum en 1958.

L'installation du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) en 1960, puis les essais nucléaires, qui s'étalèrent jusqu'en 1996, ont modifié en profondeur l'économie et la société polynésiennes.

Organisation institutionnelle

Accordée dès 1977, l'autonomie de gestion est complétée par le statut d'autonomie interne en 1984. Celui de 1996 donne à la Polynésie française une personnalité propre au sein de la République et celui de 2004 des pouvoirs élargis, l'État ne conservant qu'une compétence centrée sur ses fonctions régaliennes. Jusqu'en 2011, la vie politique en Polynésie française se caractérise par une instabilité chronique (10 gouvernements en 7 ans). Le 1^{er} août 2011, une loi organique relative au fonctionnement des institutions est adoptée afin de restaurer la stabilité. Elle est en œuvre avec l'installation d'une nouvelle Assemblée à l'issue des élections territoriales de mai 2013.

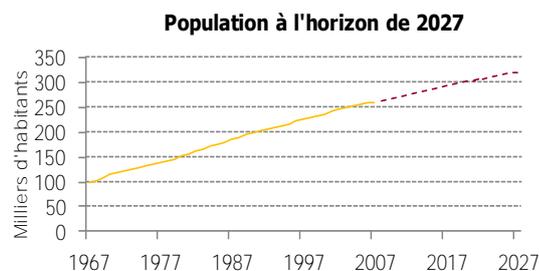
Les fonctions de l'État sont assurées par son représentant local, le Haut-commissaire de la République. Les compétences du Pays sont mises en œuvre et contrôlées par les quatre institutions suivantes :

- le **Président**, élu par l'Assemblée de Polynésie française pour 5 ans, constitue le gouvernement et dirige son action. Il promulgue les lois de pays et signe les actes délibérés en Conseil des ministres. Il est l'ordonnateur du budget et dirige l'administration locale ;
- le **Gouvernement**, composé au maximum de 15 ministres dont un vice-président, est chargé solidairement et collégalement des affaires relevant de sa compétence. Il arrête les projets de délibérations à soumettre à l'Assemblée et les mesures d'application nécessaires ;
- l'**Assemblée de Polynésie française** (APF) se compose de 57 membres élus pour 5 ans au suffrage universel direct. Elle adopte les lois de Pays et les délibérations présentées par le gouvernement. Elle vote le budget ainsi que les comptes de la Polynésie française et contrôle l'action du Gouvernement ;
- le **Conseil Economique, social et culturel** (CESC), organisme consultatif de 51 membres représentant les groupements professionnels, les syndicats, les organismes et les associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du Pays, est obligatoirement saisi pour avis sur les projets à caractère économique, social ou culturel et propositions d'actes soumis par le Gouvernement ou l'APF.

UNE POPULATION EN VOIE DE VIEILLISSEMENT

La population polynésienne est de 268 270 habitants selon le recensement de 2012. **Bien qu'encore jeune, elle apparaît en voie de vieillissement.** En effet, entre les deux derniers recensements (2002 et 2007), la tranche âgée de 60 ans et plus a progressé de 27 % tandis que celle des moins de 20 ans baissait de 4,2 %.

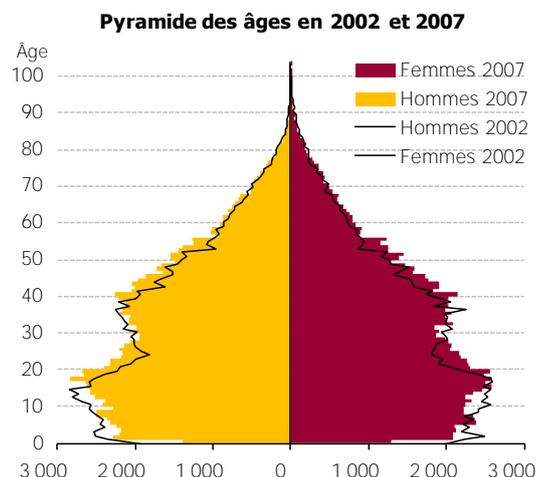
La répartition géographique de la population se caractérise par une forte concentration aux îles du Vent où se trouvent les trois quarts des habitants. **L'île de Tahiti regroupait à elle seule 91 % de la population de l'archipel au recensement de 2012** (183 645 habitants sur 200 881).



Source : ISPF

Indicateurs démographiques	PF	France (1)
Population (PF : en milliers au 22 août 2012 ; France : en millions au 1 ^{er} janvier 2013)	268	65,8
Part des moins de 20 ans (% , 2007)	36,1	24,7
Part des 20-59 ans (% , 2007)	55,2	51,5
Part des 60 ans et plus (% , 2007)	8,7	23,8
Densité de population (hab./km ² , 2007)	74	115 ⁽²⁾
Taux croissance annuel moy. de la population (% , 2002-2011)	1,2	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (taux pour 1 000 habitants, 2009)	17	12,6
Taux de mortalité (taux pour 1 000 habitants, 2010)	4,7	8,7
Taux de mortalité infantile (taux pour 1 000 naissances, 2010)	5,5	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2010)	2,1	2,01
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2010)	78,3	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2010)	73,2	78,4

(1) Bilan démographique de l'Insee 2012 ; (2) France métropolitaine en 2011 ; (3) Entre 2003 et 2013
Sources : Insee, ISPF



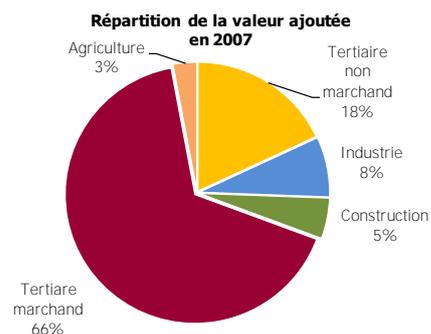
Sources : Recensements- ISPF

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

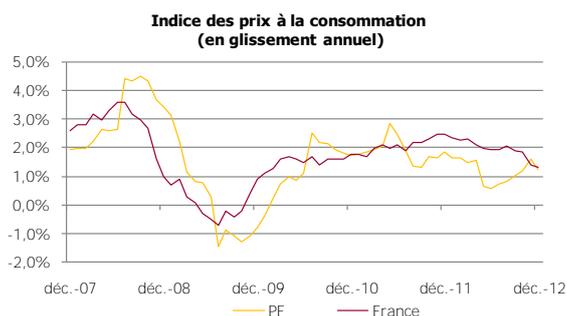
Le Pacte de progrès, cosigné en 1993 par l'État et le Gouvernement polynésien pour assurer la transition post-nucléaire de l'économie vers un mode de croissance axé sur ses richesses intérieures, a favorisé le développement d'activités telles que la pêche, la perliculture, le tourisme et le BTP. Le soutien de la dépense publique et de l'investissement privé, dynamisé par les dispositifs de défiscalisation locale et métropolitaine, a permis d'obtenir une croissance moyenne annuelle du PIB de 4,2 % entre 1997 et 2007. Néanmoins, l'économie polynésienne connaît depuis 2007 un fort ralentissement, illustré notamment par le recul du chiffre d'affaires global des entreprises (-1,3 % en moyenne annuelle entre 2007 et 2012 contre +5,2 % entre 2002 et 2007) et des effectifs salariés.

Principaux indicateurs économiques	PF	France (1)
PIB (milliards de F CFP courants, 2007 ⁽²⁾)	577	242 518
Taux de croissance du PIB (% , F CFP constants, 2007)	1,7	0,0
PIB par habitant (milliers de F CFP courants, 2006)	2 221	3 706
Dépenses de l'État dans la collectivité (en % du PIB, 2007)	23,4	-
Dettes des collectivités (% du PIB)	nd	8,3 ⁽³⁾

(1) Chiffres de 2012 sauf mention contraire ; (2) Il n'existe pas de PIB disponible pour la Polynésie française au-delà de 2007 ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht
Sources : Insee, Douanes, ISPF



Source : ISPF



Sources : Insee, ISPF

Absence de tensions sur les prix

Entre 2002 et 2012, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'accroît de 1,5 % en moyenne annuelle, avec toutefois un pic en 2008 (+3,4 % sur un an). Sur l'année 2012, la progression s'est établie à 1,2 %, grâce à l'apaisement des tensions sur les prix de l'alimentaire (+2,2 %, après +4,4 % en 2011).

Déclin persistant du marché du travail

Après avoir enregistré une hausse constante entre 2002 et 2007 (+2,4 % en moyenne annuelle), les effectifs salariés se sont inscrits en baisse sur la période 2007-2012 (-2,6 % en moyenne annuelle). Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi progresse fortement à partir de 2007 (de 5 026 à fin 2006 à 9 928 à fin 2012). Les besoins de créations annuelles d'emploi sont estimés à 2 500, pour compenser les emplois perdus et pour accueillir les nouveaux arrivants sur le marché du travail.



Source : SEFI

Emploi	2002	2012	Évol. 12/02 ⁽¹⁾
Emploi total	69 233	73 437*	0,7%
Emploi non salarié	10 030	10 385*	0,4%
Emploi salarié	61 889	61 203	-0,1%
Agriculture	2 301	1 764	-2,6%
Industrie	5 156	4 712	-0,9%
BTP	5 773	4 345	-2,8%
Commerce	9 327	9 399	0,1%
Services marchands	24 648	27 593	1,1%
Services non marchands	14 684	13 390	-0,9%

* 2011 : (1) Évolution en moyenne par an

Sources : CPS, ISPF

Des échanges extérieurs structurellement déficitaires

La Polynésie française est extrêmement dépendante de l'étranger pour la satisfaction de ses besoins énergétiques et alimentaires. L'exiguïté de son territoire et de son marché intérieur, la double insularité de ses archipels ainsi que son éloignement des grands marchés de consommation sont autant de facteurs qui limitent le développement de productions de substitution aux importations et d'exportations compétitives. Par conséquent, le déficit du commerce extérieur reste important (entre 125 et 150 milliards de F CFP par an). Avec un quart des échanges, la France reste le principal partenaire commercial de la Polynésie française.

Importations en valeur (en millions de F CFP) 2012

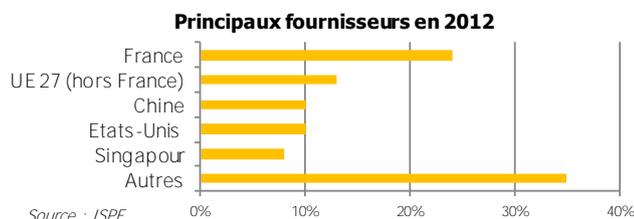
Produits des industries agricoles et alimentaires	37 442
Biens intermédiaires	33 130
Biens d'équipement	25 587
Biens de consommation	23 339
Produits énergétiques	27 283
Produits de l'industrie automobile	8 786
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	2 974
Total	158 536

Source : ISPF

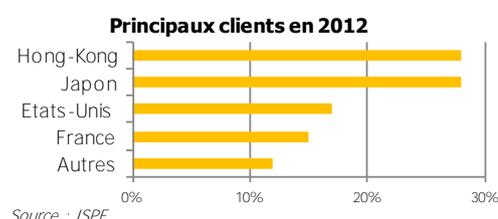
Exportations en valeur (en millions de F CFP) 2012

Produits perliers	7 166
Poisson	1 583
Noni	640
Huile de coprah	711
Nacres	267
Vanille	301
Monoï	229
Divers	2 022
Total	12 919

Source : ISPF



Source : ISPF



Source : ISPF

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Dotée d'une zone économique exclusive de plus de 5 millions de km², la Polynésie française exploite encore peu ce potentiel (perliculture, pêche). L'économie polynésienne est dominée par les services ; ils représentaient 81 % de la valeur ajoutée marchande en 2007 et 82 % des effectifs salariés au 31 décembre 2012.

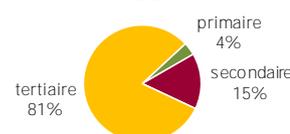
Principaux indicateurs sectoriels

	2003	2012	Var. 10 ans ⁽¹⁾
Fréquentation touristique (nombre de touristes)	212 767	168 978	-2,5%
Exportations de perles brutes (en millions de F CFP)	10 194	6 888	-4,3%
Exportations des produits de la pêche (en millions de F CFP)	656	1 583	+10,3%
Importations de bitume (en milliers de tonnes)	8,1	1,8	-15,4%
Importations de bois transformé (en milliers de tonnes)	36	20	-6,3%
Importations de ciment (en milliers de tonnes)	140	100	-3,7%
Immatriculations de véhicules neufs	7 926	4 206	-6,8%

Sources : ISPF, Service de la pêche

(1) Taux de croissance annuels moyens

Répartition du PIB marchand par secteur en 2007



Sources : CPS, ISPF

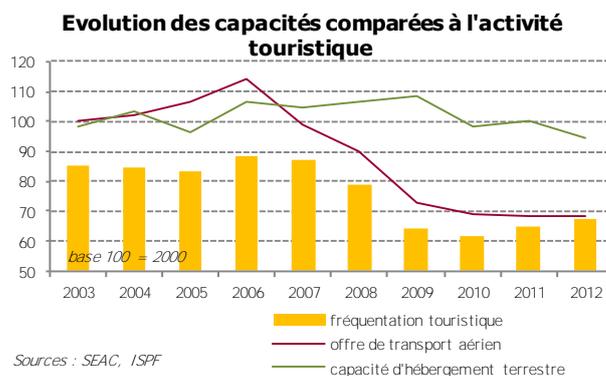
BTP en mal d'activité

Entre 2002 et 2007, le BTP a bénéficié de la vigueur de la commande publique et de l'investissement des ménages, avec un chiffre d'affaires en progression de 5 % en moyenne annuelle. Frappé par le retournement de la conjoncture, il a été très affecté par l'atonie de la demande interne à partir de 2007. Sur les cinq dernières années, la commande publique a été divisée par 3 et le montant global annuel des crédits à l'habitat délivrés aux particuliers par les banques de la place a été réduit d'un tiers (24,2 milliards de F CFP en 2012 contre 33,7 en 2009). Le secteur a donc perdu un tiers de ses effectifs salariés et subi une baisse annuelle moyenne de 7 % de son chiffre d'affaires entre 2007 et 2012.

Ébauche de redressement dans le tourisme

Secteur phare de l'économie polynésienne, le tourisme contribuait pour 8 % à la formation du PIB en 2007. La fréquentation touristique a enregistré des performances satisfaisantes (+2,9 % par an en moyenne entre 2002 et 2007), mais s'est ensuite sensiblement contractée (-5 % en moyenne annuelle entre 2007 et 2012). Cette chute est en partie liée à la contraction de l'offre de transport aérien (-31 % entre 2007 et 2012). La capacité d'hébergement terrestre, pour sa part, a diminué de 9,5 % sur la période.

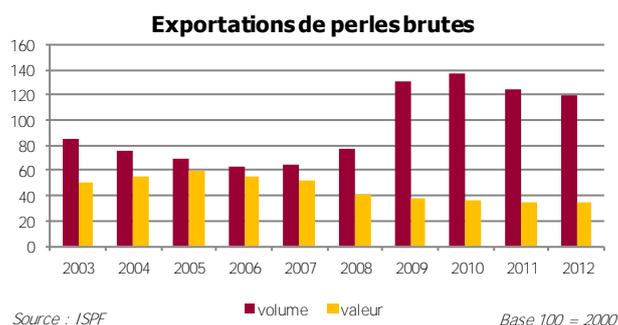
En 2012, la situation du tourisme s'améliore. La fréquentation touristique progresse pour la deuxième année consécutive, +3,8 %, après +5,8 % en 2011, et le chiffre d'affaires de l'hôtellerie augmente de 7,1 %. En revanche, l'emploi reste orienté à la baisse (-2,8 % en 2012).



Fragilité de la perliculture

Fleuron des exportations de la Polynésie française, la perle de culture représente la moitié de ses recettes. Implantée aux Tuamotu Gambier, elle constitue un élément clé du développement économique des archipels éloignés et un frein à l'exode des populations vers Tahiti.

Le soutien des pouvoirs publics (mesures incitatives dans les années 1990, puis élaboration de la réglementation du secteur) n'a cependant pas épargné le secteur de la crise. Dans un marché mondial moins porteur (concurrence d'autres pays producteurs, contraction de la demande internationale), la production a continué de croître, au détriment de la qualité, entraînant une baisse de la valeur à l'export. Entre 2007 et 2012, les volumes écoulés à l'extérieur ont doublé, mais au prix d'une perte de valeur de 35 %.



FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Données générales

La Polynésie française compte trois banques (la Banque Socredo, la Banque de Polynésie et la Banque de Tahiti) et trois sociétés financières (Ofina, Sogelease BDP et Oceor Lease Tahiti). Interviennent aussi des établissements de crédit métropolitains tels que l'AFD, la CDC ou la Casden. Le taux de bancarisation reste stable, autour de 0,8 compte à vue par habitant, légèrement en dessous de celui de la France (1,1).

En 2012, le bilan agrégé des banques a reculé de 2,9 %, reflétant le manque de dynamisme de l'économie locale. L'encours des dépôts a diminué de 2,1 % et celui des crédits sains de 1,2 %, en raison de la faiblesse de la production.

Une sinistralité toujours élevée

En hausse depuis plusieurs années, le taux de créances douteuses brutes a légèrement régressé en 2012, à 11,9 % (12,3 % à fin 2011), grâce à une amélioration de la sinistralité des entreprises (17,5 % contre 18,4 % à décembre 2011). Le taux de créances douteuses brutes des ménages, à l'inverse, a continué d'augmenter (7,8 % contre 7,3 % un an plus tôt).

Indicateurs entreprises	2012
Coût du crédit aux entreprises (en %) janvier/février 2013 :	
- Découvert	3,57
- Moyen et Long Termes	4,39
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	108
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre	168
- Part des crédits d'exploitation (en %)	49
- Part des crédits d'investissement (en %)	36
- Part des crédits à la construction (en %)	10
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	17,5

Indicateurs monétaires et financiers	2012
Masse monétaire M3 (milliards de F CFP) à fin décembre	393
Position extérieure nette bancaire (milliards de F CFP) à fin décembre	-26
Taux de créances douteuses – Ets de crédit locaux (en %)	11,9
Nombre d'habitants par guichet bancaire	3 641
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 604
Nombre de comptes à vue par habitant	0,8
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,7

Indicateurs ménages	2012
Coût du crédit aux ménages (en %) janvier/février 2013 :	
- Découvert	10,84
- Immobilier	4,33
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	330
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre	237
- Part de crédits habitat (en %)	62
- Part de crédits consommation (en %)	35
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	7,8

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2012 sauf indication contraire

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 29 juillet 2013 – Dépôt légal : juillet 2013 – ISSN 1968-6277